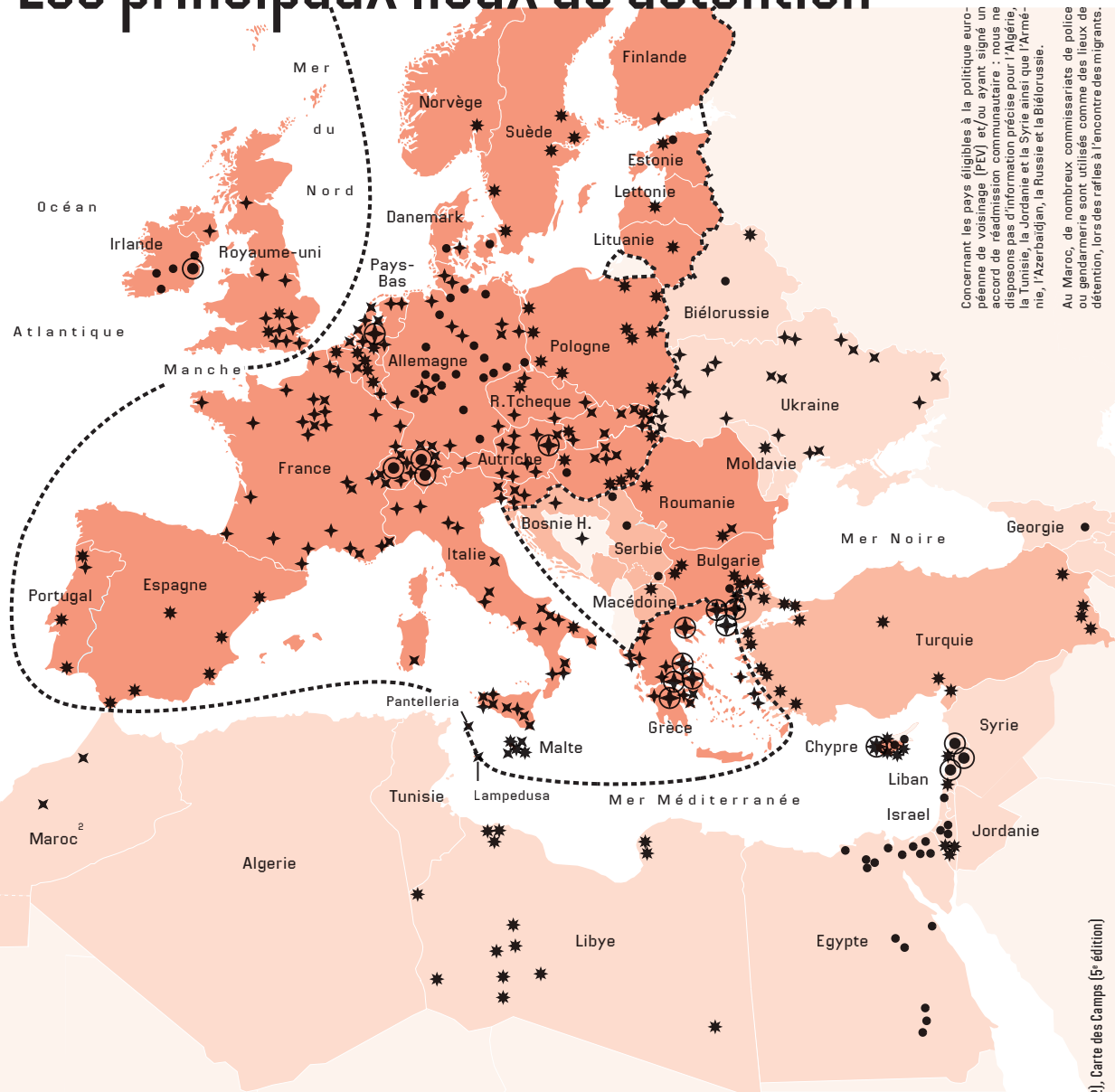


Les principaux lieux de détention

Sources communes : 1 = Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) ; 2 = Global Detention Project ; 3 = JRS Detention in Europe ; 4 = Migreurop ; 5 = Parlement européen ; 6 = Human Rights Watch (HRW) ; 7 = MSF ; 8 = Frontex.

Sources par pays : Allemagne (Pro Asyl, 5) Autriche (1, 5, 8) Belgique (Office des étrangers, Ctré), Biélorussie (Democratic Belarus) Bulgarie (1, 4) Chypre (Kisa, TerrFerme) Croatie (1, 3, 6) Danemark (2, 4) Espagne (APDHA, CIE, Derechos vulnerados, 4) Finlande (1, Pakklaissuunnonta) France (Rapports annuel du Comité interministériel du contrôle de l'immigration, Cimade) Grèce (1, 6, 7, 8, FRA) Hongrie (Welcome to Europe network, 1, 3) Irlande (Irish prison service, 1-2) Israël (Hotline for Migrant Workers, 2) Italie (ARCI, Immigrazione, Interno.it) Lettonie (1, 5) Liban (Frontiers) Lituanie (JOM) Malte (JRS) Norvège (Gouvernement, 1, 2) Pays-Bas (1, 4) Portugal (Provedor de justiça, Serviço de Estrangeiros e Fronteiras) Pologne (1, 4) République Tchèque (1, 5) Roumanie (TerrFerme) Royaume-Uni (UK Border Agency, 4) Slovaquie (1, 5) Slovénie (1, 5) Suède (Swedish migration board) Suisse (2) Turquie (Helsinki Citizen's Assembly, Refugee Advocacy and Support Program) Ukraine (Border Monitoring Project Ukraine, GDI/SC, 1, 3, 6).

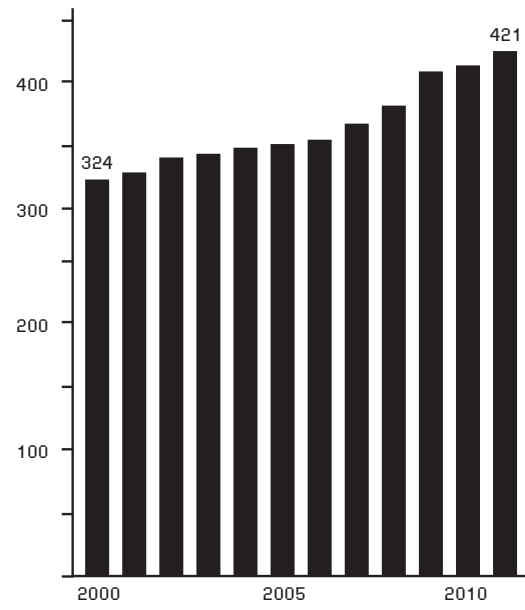


Concernant les pays éligibles à la politique européenne de voisinage (PEV) et/ou ayant signé un accord de réadmission communautaire : nous ne disposons pas d'information précise pour l'Algérie, la Tunisie, la Jordanie et la Syrie ainsi que l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Russie et la Biélorussie.

Au Maroc, de nombreux commissariats de police ou gendarmerie sont utilisés comme lieux de détention, lors des rafles à l'encontre des migrants.

- ✦ Camp pour les étrangers présents sur le territoire d'un État et en instance d'expulsion
- ✕ Camp pour les étrangers qui viennent juste d'arriver sur le territoire d'un État (en vue de l'examen de leur demande d'admission au séjour sur le territoire)
- ✱ Camp pour les étrangers combinant les deux fonctions (examen d'admission au séjour et expulsion)
- Prison de droit commun régulièrement utilisée pour la détention administrative des étrangers
- Présence de cinq lieux de détention dans la zone géographique
- Limite de l'espace Schengen
- Membre de l'Union européenne ou/et signataire des accords de Schengen
- Pays candidat à l'Union européenne
- Pays éligible à la politique européenne de voisinage (PEV)

Évolution du nombre de camps d'étrangers en Europe et dans les pays méditerranéens entre 2000 et 2011



Le graphique tient compte de l'ensemble des camps recensés par Migreurop. Mais seules les structures pérennes ayant une capacité supérieure ou égale à cinq places ont été cartographiées.